

Sous les paillettes des JOP 2024, des agent.es publics méprisé.es ?

Nous ne pouvons commencer cette déclaration liminaire, sans rendre hommage au collègue IJS décédé le mois dernier, dans des conditions très difficiles suite à une souffrance au travail repérée sur plusieurs années, mais aussi à l'hôpital public dans des conditions inacceptables dénoncées par les syndicats des personnels hospitaliers Sud et CGT. Nous adressons à ses collègues et proches tout notre soutien. Ce drame nous alerte sur la nécessité de vigilance concernant les conditions de travail démentées subies par certain.e.s de nos collègues.

La dernière ligne droite avant les JOP 2024 se dessine franchement. Ça sent les stands et les événements de sensibilisation à organiser à gauche à droite, ça sent les mascottes ou goodies fabriqués en Chine par des entreprises françaises et distribués à tour de bras dans les services pour faire oublier les heures sup, ça sent les anneaux olympiques sur tous les documents, ça sent les subventions d'éduc pop détournées pour la grande cause olympique, ça sent les crispations entre collègues pour savoir qui ne va pas pouvoir poser ses congés cet été...

Disons le clairement, il y a quelque-chose de pourri au royaume des JOP 2024 !

La "fête populaire" justifie-t-elle de sacrifier sa santé, ses congés d'été, des heures supplémentaires difficilement rattrapables au vu de la charge de travail déjà existante, l'accompagnement d'acteurs historiques, des moyens considérables dans un rythme déjà effréné ? Si la Ministre des Sports, Mme Oudéa Castéra a voulu tenir ces propos d'encouragements aux collègues franciliens des SDJES et de la DRAJES lors d'un séminaire réalisé le 18 mars sur le thème des JOP, le flop ministériel a été à la hauteur ! Le discours était complètement lunaire. Que chaque collègue qui n'était pas présent.e.s ou invité.es se sentent soulagé.es, voici une retranscription résumée approximative :

*« Cher Préfet, cher.e Recteur.trice, cher.e chef.fe à grandes plumes, chers autres...
Bonjour, les JOP 2024 en France vont être super ! Blablabla ...
Ce sera une belle fête populaire. Et en plus ce sera les jeux les plus écologiques !
D'ailleurs, le développement durable ce n'est pas que pour notre planète, c'est aussi pour notre santé et pour nous tous ! Blablabla ...
Personne ne saura que derrière ces grands jeux, se cache des agents publics. Mais vous et moi, on le saura ! Blablabla ...
Au revoir : un avion m'attend. » (Applaudissements !!)*

Pendant que le gouvernement s'occupe à briller en société et à décorer l'hexagone de paillettes et des 5 anneaux olympiques en prévision de Paris 2024 ; la fête est loin de gagner les services JS de France et de Navarre.

Dans les services, la fête est déjà finie !

La Réforme des diplômes professionnels d'Etat "Jeunesse et Sports" est une usine à gaz de destruction massive. Trop rapide, mal faite, insuffisamment pensée et réfléchie, douloureuse pour les collègues, les partenaires et nos publics. Il est temps de prendre le temps pour stopper le carnage, réaliser un véritable état des lieux et reporter les travaux à 2026 pour sécuriser la construction des diplômes. Cela ne peut se faire sans moyen humain supplémentaire adéquat à la DS et dans les pôles formations des DRAJES ! Il est encore temps de nous écouter !

Il faut également relever des dysfonctionnements dans plusieurs services et des conditions de travail de plus en plus en déclin. Or à l'aune des "belles années olympiques" qui fleurissaient en janvier 2024 en veux-tu en voilà dans tous les couloirs et les signatures de mail, nous nous attendions plutôt à l'inverse !

Plusieurs services en France sont hautement recommandés par les collègues, jusque dans les couloirs de l'administration, sur la liste des endroits à fuir plus que tout. Dedans, on y trouvera le CREPS de Montpellier, aussi longtemps que son directeur Beauchard continuera à exercer. Nous alertons le Ministère depuis février 2022, lors des CSA Ministériels, lors des rendez-vous avec le Cabinet de la Ministre et lors d'échanges réguliers avec la Direction des Sports...et, la souffrance d'agents au CREPS ne s'arrête pas. Les risques psychosociaux ne font qu'empirer. En cause, une direction du CREPS sur les deux sites de Montpellier et de Font-Romeu qui continue d'adopter des pratiques d'encadrement toxiques et un "management par la peur". Les pressions hiérarchiques sont régulières, avec des propos déplacés voire diffamatoires, du dénigrement, des critiques permanentes ou des allusions dévalorisantes, des mises au placard, voire des pressions pour quitter le CREPS... Dernièrement, un agent contractuel exerçant depuis plus de 30 ans au CREPS a été exclu 6 mois du CREPS par le directeur sur des motifs fallacieux (et à la suite d'une Commission Consultative Paritaire qui n'a pas pu prononcer de sanction). Il est urgent de remplacer ce directeur !

De plus, depuis l'intégration des services à l'Education Nationale, les collègues vivent encore des difficultés catastrophiques : pas de projet de service, des dispositifs en lieu et place de missions, article 10 contesté pour les PTP ou réduisant à peau de chagrin la possibilité de télétravail des personnel.le.s administratifs.ives, pas de remboursement des frais de formation, multiplication des open space (jusqu'à 10 personnes sur un espace réduit), pas de chauffage en hiver ou si peu, pas de parking pour se garer, des véhicules de services accaparés par les autres services de l'Educ , des DASEN ou Recteurs tout.es puissant.es.

Par ailleurs, l'exemple du traitement des nouveaux.velles PTP est frappant. Dès l'année de stage, ils et elles sont mis en difficultés par l'administration et insuffisamment accompagné.es. Même si on note des améliorations dont l'implication et la coordination du CREPS auprès des stagiaires, l'année continue à être un calvaire pour beaucoup de collègues : surcharge de travail au service qui limite le suivi de la formation, énorme pression sur les agent.e.s exercée par les services pour leur faire accepter des conditions de travail anormales durant une année entière, non respect de l'article 10, décalage entre les missions demandées et les statuts, grandes difficultés pour les stagiaires exerçant des missions sur le SNU, la titularisation est trop liée aux relations interpersonnelles subjectives... En bref, l'année de stage est vécue comme une année difficile, avec trop de pression. Des stagiaires évoquent même une année de "souffrance" ! C'est complètement indigne d'un service public et les alertes sur les conditions de travail sont trop nombreuses ; il est temps que cela cesse !

Alors que les JOP approchent à grands pas, il faut remettre les agent.e.s JS au cœur du service public JS, avec une politique ambitieuse et des moyens à la hauteur. Alors que nous sommes toujours dans l'attente des arbitrages financiers sur les coupes budgétaires annoncées dans notre secteur, nous redemandons la fin du SNU, toujours inutile, dangereux et très dépensier. Et riche des 160 millions d'euros en 2024 économisés avec la fin du SNU, nous proposons de :

Construire avec les usager.e.s, un service public vertueux et exemplaire qui réponde aux défis du 21^e siècle sur les aspects sociaux et sociétaux comme : La lutte contre les violences, l'action pour le climat et contre les désastres écologiques, l'émancipation de toutes et tous, l'égalité sociale et territoriale, ainsi que la participation citoyenne libérée des injonctions sociales et morales. Ainsi, la fête populaire battra son plein !

Concernant le SNU :

On notera que les séjours de cohésion qui se sont déroulés en février/mars 2024 ont engendré des articles 40 de la part de nos collègues pour notamment des cas d'agressions sexuelles. Il est temps que le Ministère ouvre les yeux !



Des questions, remarques, idées de génie ?
Contactez-nous : solidairesjs@net-c.com - 06 86 63 17 91